

Déclaration FSU

FS-SSCT du 26 septembre 2024



Madame la Directrice Académique,

Défendre la santé au travail, c'est faire en sorte que l'organisation et les conditions de travail ne provoquent ni maladie ni accident, mais c'est aussi faire en sorte que l'activité professionnelle favorise "un état de bien-être physique, mental et social" (selon la définition de l'Organisation Mondiale de la Santé).

Or, les conditions de travail continuent de se dégrader en cette rentrée, à l'échelle de notre pays comme de celle du département du Finistère. Nous en avons encore malheureusement pour preuve le nombre de fiches SST saisies par nos collègues: 58 depuis le 31 août!

Comment croire en effet que la santé des personnels est une priorité quand notre département est toujours en attente d'un médecin de prévention depuis décembre 2023? Cela est inadmissible, et pose de sérieux soucis pour les collègues qui ont des problèmes de santé et nécessitent un suivi ou une préconisation d'aménagement de leur poste.

"Une rentrée techniquement réussie" selon la nouvelle DEGESCO. Malheureusement, la réalité est tout autre. Dans le premier degré, le nombre de remplaçants est déjà insuffisant. Dans le second degré, il n'y a pas un enseignant devant chaque classe, les TZR sont maltraités et les arrêts de travail se multiplient.

La mise en place du logiciel Opale, à marche forcée, malgré les nombreuses mises en alerte des personnels, met les personnels de gestion en tension dans les établissements du second degré. Il a été déployé dans une autre académie et a pourtant fait rapidement preuve de sa difficulté d'utilisation. "Il faudrait être informaticien pour pouvoir l'utiliser". Aussi sommes-nous en droit de nous questionner: Le logiciel LIEN va-t-il devenir l'Opale des infirmier.es?

Concernant les AESH, il y a encore de trop nombreuses fiches rédigées par nos collègues qui subissent des violences physiques. Pour un accompagnement de qualité des élèves, nous demandons de la formation, une baisse des effectifs des classes, la création d'un corps d'AESH au sein de la fonction publique et une rémunération à la hauteur de l'enjeu de leur mission.

En ce qui concerne les groupes de travail, où en sommes-nous? Il y a urgence!

La première demande de GT radon date de juin 2019. Nous en sommes à 7 GT et toujours rien de concret!

La première demande de GT (sous forme d'avis) sur les problématiques avec les élèves perturbateurs et/ou violents date du 17 décembre 2020. Les enseignants, les AESH, les élèves qui prennent des coups attendent des solutions rapides et concrètes.

À tout cela s'ajoute la nomination récente d'une nouvelle ministre de l'éducation nationale. La 5ème ministre en deux ans!

Spécialiste des questions de défense, Madame Genetet est favorable à la généralisation du SNU, dispositif critiqué par la cour des comptes pour ses 5 à 10 milliards d'euros dépensés et des ambitions qui ne sont pas atteintes. Il y a là manifestement une erreur de

casting: l'optimisation fiscale des expatriés, le conseil pour la gestion des personnels de maison sont bien éloignés des urgences et des enjeux de l'école. Quel mépris pour les personnels et les élèves. "Le navire ne changera pas de cap" selon elle, et pourtant le bateau prend déjà l'eau, les conditions de rentrée en attestent. Si Le budget de l'Education Nationale était abondé de ces 5 à 10 milliards les embauches nécessaires pourraient être réalisées.

Mme Genetet a dit que la santé scolaire sera au coeur de ses préoccupations. Très bien! Mais qu'en est-il de celle des personnels de l'Education Nationale? Il ne faut pas oublier que la santé et le bien-être des agents devraient être une priorité également.

Dans cette instance qui porte les questions de santé et des conditions de travail, la FSU continuera à défendre avec détermination les personnels de l'éducation nationale et le service public d'éducation.